



Les grands titres:

- Tirant les leçons d'Ebola, l'OMS annonce des changements dans sa manière de travailler
- Yémen : malgré la fin de la trêve, l'ONU appelle les parties à ne pas entraver l'arrivée de l'aide
- Tanzanie : le HCR s'efforce d'endiguer une épidémie de diarrhée chez des réfugiés burundais
- Egypte : l'ONU préoccupée par la condamnation à mort de l'ancien Président Morsi
- Soudan du Sud : le Conseil de sécurité affirme sa volonté d'imposer des sanctions
- Bangladesh : l'UNESCO condamne le troisième meurtre d'un blogueur cette année
- En République de Corée, le chef de l'ONU rappelle que l'éducation est cruciale pour la paix dans le monde
- Energie durable : des avancées mais beaucoup reste à faire, selon la Banque mondiale
- Centrafrique : l'ONU plaide pour une mise en œuvre rapide des recommandations du Forum de Bangui
- Burundi : le Conseil de sécurité se dit prêt à répondre aux actes de violence menaçant la paix
- « Faites le choix du service » – Ban Ki-moon aux jeunes diplômés de l'Université de Georgetown
- L'ONU salue la résilience de l'Union internationale des télécommunications, qui fête ses 150 ans
- L'ONU s'inquiète auprès des dirigeants d'Asie du Sud-Est du sort des migrants bloqués en mer

Tirant les leçons d'Ebola, l'OMS annonce des changements dans sa manière de travailler



18 mai - Face aux lacunes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) mises en lumière par la crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest, la Directrice générale de cette agence onusienne, Dr Margaret Chan, a annoncé lundi une série de changements pour améliorer sa capacité de réaction en cas d'épidémie d'une ampleur comparable.

« Le monde était mal préparé à répondre à une épidémie de cette ampleur, de cette gravité, de cette durée et de cette complexité. L'OMS a été dépassée, comme tous les autres acteurs », a reconnu Dr Chan dans un discours à l'ouverture de l'Assemblée mondiale de la santé,

l'organe décisionnel suprême de l'OMS qui se réunit chaque année en mai à Genève.

La semaine dernière, un groupe d'experts indépendants a publié un rapport dans lequel il pointait du doigt la lenteur de la réaction de l'OMS face à l'épidémie d'Ebola et recommandait de renforcer sa capacité à réagir à l'avenir.

S'appuyant sur la résolution adoptée en janvier par le conseil exécutif de l'OMS et sur ce rapport d'évaluation d'experts indépendants, la chef de l'OMS a proposé lundi cinq changements.

Elle a proposé de créer un programme de l'OMS réunissant l'ensemble des ressources de l'agence dédiées aux urgences sanitaires. « Ce nouveau programme est conçu de manière à être rapide, souple et efficace. Il est directement sous ma responsabilités », a-t-elle précisé.

Dr Chan a également suggéré d'établir des éléments de mesure clairs. « Ce programme aura des critères de performance montrant ce qui doit se produire dans les 24, 48 et 72 heures, et pas dans des mois », a-t-elle souligné.



L'OMS prévoit aussi d'accroître le nombre de logisticiens, d'anthropologues en médecine et d'experts en communication de crise qu'elle emploie. Le nouveau programme aura également une liste de coordonnateurs expérimentés et compétents qui peuvent être déployés rapidement sur le terrain.

La chef de l'OMS a indiqué qu'elle allait développer de nouvelles procédures dans les domaines de la logistique, de l'approvisionnement, et du recrutement, pour faciliter une réponse rapide et efficace.

Enfin, Dr Chan a proposé un nouveau fonds de 100 millions de dollars pour les urgences sanitaires. Ce fonds sera financé par des contributions volontaires afin de « garantir que nous ayons les ressources nécessaires disponibles pour réagir immédiatement ».

« Je ne veux plus jamais voir une situation pour laquelle l'Organisation n'est pas préparée et qu'elle n'a pas les moyens humains, financiers ou administratifs de gérer », a-t-elle déclaré.

S'agissant de l'actuelle épidémie d'Ebola, la chef de l'OMS a rappelé que l'agence avait environ 1.000 employés déployés sur le terrain et que ceux-ci resteraient en Sierra Leone, en Guinée et au Libéria jusqu'à ce que le travail soit terminé, y compris le relèvement des services sanitaires de base.

Yémen : malgré la fin de la trêve, l'ONU appelle les parties à ne pas entraver l'arrivée de l'aide



18 mai - Alors que la trêve humanitaire a expiré et que les raids aériens de la coalition menée par l'Arabie saoudite ont repris au Yémen, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé les parties prenantes au conflit yéménite à se garder de toute action susceptible de remettre en cause la sécurité des aéroports, des ports et des infrastructures de transport.

Dans une déclaration lue dimanche par son Envoyé spécial pour le Yémen, Ismail Ould Cheikh Ahmed, lors d'une conférence à Riyad sur la situation dans ce pays, le Secrétaire général de l'ONU a vivement encouragé les parties à « cesser immédiatement toute entrave à l'importation de carburant, de nourriture et de médicaments ».

M. Ban a manifesté son intention de convoquer dans un avenir proche une conférence inclusive afin d'entamer un processus de négociation inter-yéménite et a appelé toutes les parties à se joindre à ces consultations sans conditions préalables.

Durant sa visite à Riyad, Ismail Ould Cheikh Ahmed a rencontré le Président du Yémen, Abd Rabbuh Mansour Hadi, le Vice-président et Premier ministre du pays, Khaled Bahah, ainsi que de nombreux dirigeants politiques yéménites et les ambassadeurs des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

L'Envoyé spécial s'est également entretenu avec le Chef d'état-major des forces armées saoudiennes à la tête de la coalition, le général Abdulrahman Al-Banyan, auprès de qui il a plaidé en faveur d'une prolongation de la trêve humanitaire.

Selon l'ONU, outre quelques accrochages sporadiques observés à certains endroits du pays, la trêve entrée en vigueur mardi 12 mai dans la soirée a été majoritairement suivie jusqu'à son expiration dimanche 17 mai dans la soirée, contribuant à l'ouverture des routes, des marchés et des voies d'approvisionnement.

Durant les quatre premiers jours de la pause, les agences humanitaires de l'ONU ont notamment été en mesure d'acheminer suffisamment d'aide alimentaire pour couvrir les besoins de plus de 273.000 personnes durant un mois et ont permis à 1,2 million de personnes d'accéder à l'eau potable.

Tanzanie : le HCR s'efforce d'endiguer une épidémie de diarrhée chez des réfugiés burundais



18 mai - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué lundi avoir pris des mesures d'urgence, en collaboration avec les autorités de Tanzanie, pour contenir la propagation d'une épidémie de diarrhée aqueuse sévère chez les réfugiés burundais arrivés dans ce pays, alors que sept personnes sont mortes depuis mercredi.

Deux cas ont été diagnostiqués comme étant le choléra, mais le HCR a dit attendre la confirmation officielle d'un laboratoire de référence.

« La priorité du HCR est de travailler avec le ministère de la santé et les partenaires internationaux pour se préparer au pire et rapidement établir un centre de traitement du choléra à Kagunga », a déclaré la Représentante du HCR en Tanzanie, Joyce Mends-Cole. « Il y a seulement un petit dispensaire dans ce village, qui manque de moyens de diagnostic et de traitement, notamment de médicaments », a-t-elle ajouté.

L'agence des Nations Unies pour les réfugiés va envoyer rapidement des médicaments, pour compléter ce qu'on peut trouver sur place.

Kagunga est un petit village entouré par une chaîne de montagne escarpée du côté tanzanien de la frontière avec le Burundi. Il est accessible le plus facilement par bateau. Depuis que des réfugiés burundais ont commencé à arriver à Kagunga début mai, le HCR les a transportés par bateau à Kigoma et de là vers un camp de réfugiés à Nyarugusu.

Le HCR a pris des mesures préventives pour améliorer l'assainissement, l'hygiène et la détection précoce et a lancé une campagne d'information sur l'hygiène. L'agence a également intensifié ses efforts pour transporter les réfugiés hors Kagunga, grâce à un deuxième bateau et en collaborant avec les autorités régionales et l'Organisation internationale pour les migrations pour ouvrir un chemin permettant aux réfugiés de quitter Kagunga à pied.

Le nombre de réfugiés qui arrivent à Kagunga a fortement augmenté au cours des derniers jours et les conditions de vie sont devenues extrêmement difficiles. Selon les autorités locales, plus de 50.000 Burundais se trouvent dans ce village au bord du lac Tanganyika.

Egypte : l'ONU préoccupée par la condamnation à mort de l'ancien Président Morsi



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,
Photo ONU/Mark Garten

18 mai - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exprimé lundi sa préoccupation concernant la condamnation à mort en Egypte de l'ancien Président Mohamed Morsi et de 105 autres personnes.

Le chef de l'ONU « réaffirme la position des Nations Unies contre la peine capitale », a dit son porte-parole adjoint, Farhan Haq, lors d'un point de presse à New York.

« Le Secrétaire général comprend que le verdict fait encore l'objet d'une procédure d'appel. Il continuera à surveiller de très près la procédure », a-t-il ajouté. « Le Secrétaire général souligne combien il est important que toutes les parties prennent des mesures pour promouvoir, et éviter celles qui peuvent fragiliser davantage, la paix, la stabilité et l'état de droit dans la région ».

Selon la presse, l'ancien Président Morsi, déjà condamné à vingt ans de prison en avril pour incitation au meurtre, a été condamné à mort, samedi 16 mai, pour des évasions de prison et des violences visant la police lors du soulèvement de 2011. Une centaine d'autres accusés, dont des dirigeants éminents de sa confrérie des Frères musulmans, ont également été condamnés à la peine capitale.

Soudan du Sud : le Conseil de sécurité affirme sa volonté d'imposer des sanctions



18 mai - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné l'escalade de la violence et les violations du cessez-le-feu au Soudan du Sud, se disant prêt à imposer des sanctions à ceux qui menacent le processus de paix dans le pays.

Dans une déclaration de presse rendue publique dimanche soir, les membres du Conseil ont condamné la violence qui s'est largement répandue dans l'État d'Unité suite à la récente offensive du gouvernement du Soudan du Sud dans la zone, qui a entraîné le déplacement de plus de 100.000 civils et la suspension de presque toutes les activités humanitaires.

Le Conseil de sécurité a également condamné l'attaque de grande envergure lancée le 15 mai par l'Armée/Mouvement populaire de libération du Soudan dans l'opposition (SPLM/A) sur la ville de Malakal, dans l'Etat du Haut-Nil.

Les membres du Conseil ont par ailleurs exprimé leur vive préoccupation face aux 50.000 personnes déplacées qui ont trouvé refuge dans le camp de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) à Bentiu et au 25.000 déplacés supplémentaires qui se trouvent actuellement dans le camp de la MINUSS à Malakal. Ces déplacements de personnes causés par les violences, ont ajouté les membres du Conseil, ne font qu'aggraver la profonde crise humanitaire actuelle dans le pays.

Le Conseil des 15 membres a par ailleurs condamné dans les termes les plus forts les violations répétées de l'accord de cessez-le-feu signé par les autorités du pays et le SPLM/A le 23 janvier 2014.

Le Conseil de sécurité a appelé toutes les parties à participer de manière constructive au processus de paix pour trouver une solution politique à la crise et mettre fin au conflit.

Dans ce contexte, les membres du Conseil ont réaffirmé leur volonté d'imposer des sanctions contre ceux qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du Soudan du Sud.

Les membres du Conseil ont réitéré leur plein soutien envers les soldats de la paix de la MINUSS et envers le mandat qu'ils accomplissent dans des conditions « très difficiles », notamment pour protéger les civils du pays. Ils ont ainsi exigé des parties qu'elles mettent fin à tout « harcèlement et intimidation » à l'encontre de la MINUSS et du personnel humanitaire des Nations Unies de nature à entraver l'exercice de leur mandat.

Le Conseil a condamné et demandé la cessation immédiate de toute violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le pays. Il a réaffirmé que les auteurs de telles violations devaient être tenus pour responsables et a rappelé que le gouvernement du Soudan du Sud avait pour responsabilité principale de protéger les civils sur son territoire.

Le Conseil des 15 membres a par ailleurs renouvelé son appel aux parties prenantes pour qu'elles garantissent un « accès complet, sûr et sans entraves » au personnel humanitaire.

Bangladesh : l'UNESCO condamne le troisième meurtre d'un blogueur cette année



18 mai - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, s'est inquiétée lundi pour la sécurité des journalistes au Bangladesh, suite à l'assassinat récent d'un blogueur dans le pays.

« Je condamne le meurtre d'Ananta Bijoy Das », a déclaré la Directrice générale dans un communiqué de presse, tout en appelant les autorités du Bengladesh à faire en sorte que les auteurs de ce crime soient traduits en justice.

Un commando de quatre hommes masqués et armés de machettes a assassiné le blogueur mardi 12 mai dernier à Sylhet, dans le nord-est du pays. Ananta Bijoy Das écrivait pour Mukto-Mona (« libre pensée »), un site Internet réputé pour son engagement contre l'extrémisme religieux. Le site était auparavant animé par le blogueur américain d'origine bangladaise Avijit Roy, qui a lui-même été assassiné en début d'année à Dacca. Ajouté à cela la mort d'un autre blogueur affilié à Mukto-Mona, Washiqur Rahman, tué à coups de couteau en mars dernier à Dacca, il s'agit là du troisième assassinat prenant pour cible un contributeur de ce site athée en 2015.

« Il est indispensable de punir ces attaques pour préserver le débat public libre et la liberté d'expression des professionnels des médias comme des citoyens engagés », a affirmé Mme Bokova.

Selon la presse, l'organisation Al-Qaida dans le sous-continent indien (AQSI), basée au Pakistan, aurait revendiqué le meurtre d'Ananta Bijoy Das, une information divulguée par des djihadistes du groupe Ansar Al-Islam Bangladesh, repris par le centre américain de surveillance des sites islamistes SITE.

En République de Corée, le chef de l'ONU rappelle que l'éducation est cruciale pour la paix dans le monde



18 mai - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a entamé lundi une visite en République de Corée, dont il est originaire, pour participer à une série de manifestations, dont le Forum mondial de l'éducation organisé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le gouvernement sud-coréen.

« L'éducation est une des priorités à l'ordre du jour pour la paix, la stabilité et le développement dans le monde », a expliqué M. Ban lors d'un point de presse. « Au [Forum mondial de l'éducation], les responsables chargés de l'éducation, le gouvernement coréen et l'ONU vont discuter sur la façon dont l'éducation conduira à la paix et au développement ».

Le Secrétaire général a également indiqué qu'il participerait à d'autres manifestations de l'ONU, dont celle du Pacte mondial des Nations Unies et celle de l'Impact académique, et à une manifestation sur la paix et le développement associés aux technologies de l'information et de la communication.

La visite de cinq jours du Secrétaire général en République de Corée intervient alors que les Nations Unies et ce pays se préparent à célébrer tous les deux leur 70ème anniversaire.

Le chef de l'ONU a ajouté qu'il rencontrerait la Présidente Park Geun-hye, avec qui il tentera d'établir « comment parvenir à la paix dans la péninsule coréenne et comment la République de Corée peut contribuer à la paix, à la stabilité et au développement mondial ».

Ban Ki-moon a également prévu de rencontrer le Président de l'Assemblée nationale, Chung Ui-hwa, et d'autres responsables parlementaires, ainsi que le Ministre des affaires étrangères, Yun Byung-soi, pour discuter de la coopération entre la République de Corée et l'ONU.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a entamé lundi une visite en République de Corée, dont il est originaire, pour participer à une série de manifestations, dont le Forum mondial de l'éducation organisé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le gouvernement sud-coréen.

« L'éducation est une des priorités à l'ordre du jour pour la paix, la stabilité et le développement dans le monde », a expliqué M. Ban lors d'un point de presse. « Au [Forum mondial de l'éducation], les responsables chargés de l'éducation, le gouvernement coréen et l'ONU vont discuter sur la façon dont l'éducation conduira à la paix et au développement ».

Le Secrétaire général a également indiqué qu'il participerait à d'autres manifestations de l'ONU, dont celle du Pacte mondial des Nations Unies et celle de l'Impact académique, et à une manifestation sur la paix et le développement associés aux technologies de l'information et de la communication.

La visite de cinq jours du Secrétaire général en République de Corée intervient alors que les Nations Unies et ce pays se préparent à célébrer tous les deux leur 70ème anniversaire.

Le chef de l'ONU a ajouté qu'il rencontrerait la Présidente Park Geun-hye, avec qui il tentera d'établir « comment parvenir à la paix dans la péninsule coréenne et comment la République de Corée peut contribuer à la paix, à la stabilité et au développement mondial ».

Ban Ki-moon a également prévu de rencontrer le Président de l'Assemblée nationale, Chung Ui-hwa, et d'autres responsables parlementaires, ainsi que le Ministre des affaires étrangères, Yun Byung-soi, pour discuter de la coopération entre la République de Corée et l'ONU.

Energie durable : des avancées mais beaucoup reste à faire, selon la Banque mondiale



Photo: Banque mondiale/Dana Smillie

18 mai - Alors que la communauté internationale s'est fixée pour objectif de garantir l'accès à une énergie durable pour tous d'ici 2030, les avancées récentes dans ce domaine, bien qu'encourageantes, restent nettement insuffisantes, indique un nouveau rapport de la Banque mondiale rendu public lundi.

Le dernier rapport de suivi de l'initiative 'Énergie durable pour tous', intitulé 'Progress Toward Sustainable Energy: Global Tracking Framework 2015', révèle que 1,1 milliard d'habitants dans le monde n'ont toujours pas accès à l'électricité et près de 3 milliards de personnes utilisent encore des combustibles polluants pour faire cuire leurs aliments

(kérosène, bois, charbon de bois, déjections animales, etc.).

« Et si les choses commencent à bouger, il va falloir radicalement accélérer la cadence sur le front de la production d'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique », a déclaré la Banque mondiale dans un communiqué de presse annonçant la sortie de l'étude.

Il s'agit là de la seconde édition du rapport consacré aux avancées accomplies dans le monde sur les trois objectifs fixés par l'initiative 'Énergie durable pour tous', à savoir : assurer un accès universel à des services énergétiques modernes, multiplier par deux le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique, et doubler la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial. Ces trois objectifs doivent tous être atteints d'ici 2030. La première édition du rapport, publiée en 2013, faisait état des progrès réalisés entre 1990 et 2010 ; ce second deuxième rapport porte sur la période 2010-2012.

Au cours de ces deux années, indique le rapport, le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité est tombé de 1,2 à 1,1 milliard, selon une progression beaucoup plus rapide que celle enregistrée entre 1990 et 2010. Les progrès se concentrent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, et surtout dans les zones urbaines, précise le rapport, mentionnant que le taux mondial d'électrification est passé de 83 % en 2010 à 85 % en 2012.

Malheureusement, l'accès à des combustibles de cuisine propres n'a pas évolué aussi rapidement et 2,9 milliards de personnes utilisent encore des dérivés de la biomasse comme le bois et le fumier pour cuire leurs aliments, ajoute le rapport. La plupart d'entre elles vivent dans des zones rurales de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Est.

Chose encourageante, mentionne le rapport, la part des énergies renouvelables modernes (hydroélectrique, solaire et éolienne) a connu une croissance rapide de 4 % pendant la période étudiée. Ces énergies représentaient 8,8 % de la consommation mondiale d'énergie en 2012.

« Néanmoins, si l'on veut atteindre l'objectif de l'initiative SE4All [acronyme anglais de 'Énergie durable pour tous'] d'ici 2030, on devra faire passer ce taux de croissance à près de 7,5 % par an », a précisé la Banque mondiale.

Pour mesurer l'efficacité énergétique, les auteurs du rapport se réfèrent à l'intensité énergétique, soit la production économique mondiale divisée par la consommation totale d'énergie. De 2010 à 2012, l'intensité énergétique a baissé de plus de 1,7 % par an, ce qui est nettement plus qu'entre 1990 et 2010, mais encore loin de l'objectif général fixé dans l'initiative d'une baisse annuelle de 2,6 % entre 2010 et 2030, constate le rapport.

« Nous sommes sur la bonne voie pour mettre fin à la pauvreté énergétique », a déclaré la Directrice principale du pôle énergie et industries extractives de la Banque mondiale, Anita Marangoly George, ajoutant que le monde était encore loin du compte.

« Nous devons redoubler d'efforts, surtout pour mobiliser des investissements beaucoup plus élevés dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique », a-t-elle dit, précisant qu'il était indispensable d'utiliser les finances publiques comme levier pour mobiliser les capitaux privés.

Pour combler les retards constatés, le rapport formule quatre recommandations aux décideurs et parties prenantes du monde entier : tripler les investissements énergétiques actuels ; adopter de nouvelles méthodes pour mesurer l'accès à l'énergie ; renforcer le transfert des connaissances et des technologies relatives aux énergies renouvelables ; et mieux tenir compte des liens entre l'énergie et les autres secteurs du développement.

Le cadre de suivi mondial de l'Énergie durable pour tous est assuré conjointement par le pôle Énergie et industries extractives de la Banque mondiale, le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP) et l'Agence internationale de l'énergie.

Centrafrique : l'ONU plaide pour une mise en œuvre rapide des recommandations du Forum de Bangui



16 mai - Le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est félicité des résultats du Forum national de Bangui, qui a réuni du 4 au 11 mai divers acteurs de la crise en République centrafricaine (RCA), et a appelé à mettre en œuvre rapidement les recommandations formulées dans le cadre de ce forum.

Environ 600 représentants des autorités de la transition, des groupes armés, des partis politiques et des membres de la société civile ont participé durant un peu plus d'une semaine aux débats sur la réconciliation nationale dans la capitale de la RCA, à l'issue desquels a été adopté le Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction en République centrafricaine

Dans un communiqué de presse rendu public vendredi soir au siège de l'ONU à New York, le Conseil a salué « la façon inclusive et exhaustive » dont s'est déroulé le forum, notamment en garantissant la « participation effective et à part égale » des femmes.

Les membres du Conseil se sont félicités de l'adoption du Pacte républicain, qui prévoit notamment l'organisation d'élections présidentielles et législatives dans les plus brefs délais, la décentralisation du pays et le renforcement de son pouvoir judiciaire.

Le Conseil a également applaudi la signature d'un accord portant sur les principes du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, ainsi que la conclusion récente d'un accord en vertu duquel les groupes armés du pays s'engagent à mettre fin au recrutement d'enfants et à libérer les enfants déjà enrôlés dans le conflit

A cet égard, les membres du Conseil ont accueilli avec satisfaction la libération de plus de 300 enfants, dont certains n'avaient pas encore 12 ans, par les groupes Anti-Balakas et Ex-Selekas.

Le Conseil de sécurité a appelé les groupes armés à donner immédiatement suite à l'ensemble de ces accords.

Le Conseil des 15 membres a renouvelé son soutien aux autorités de la transition avec à leur tête la chef d'Etat de la transition, Catherine Samba-Panza. Il a par ailleurs condamné toute tentative d'utilisation de la violence par des groupes armés à l'issue du Forum de Bangui, y compris à l'encontre des Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA).

Les membres du Conseil ont exhorté les autorités de la transition à mettre en œuvre immédiatement les recommandations du Forum de Bangui, notamment l'organisation d'un referendum constitutionnel dans l'ensemble du pays et d'élections

présidentielles et législatives « libres, équitables, transparentes et inclusive », actuellement prévues pour le mois d'août 2015.

Le Conseil a par ailleurs insisté sur la nécessaire participation aux élections des femmes, des personnes déplacées internes et des réfugiés centrafricains, dont le retour volontaire devrait par ailleurs être autorisé.

Les membres du Conseil ont enfin appelé les Etats membres, les organisations régionales, la MINUSCA et les acteurs pertinents de la région à tout faire pour aider la RCA à mettre en œuvre les recommandations du Forum de Bangui et à promouvoir la paix et la stabilité du pays.

Burundi : le Conseil de sécurité se dit prêt à répondre aux actes de violence menaçant la paix



16 mai - Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est dit vivement préoccupé par les « tensions et troubles actuels » au Burundi et a souligné le besoin urgent d'une réconciliation entre tous les Burundais pour résoudre la crise de façon « pacifique, transparente et inclusive ».

Le Burundi est en proie à une vague d'agitation depuis le 26 avril, date à laquelle le parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie–forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), a décidé d'investir le Président Pierre Nkurunziza comme candidat à l'élection présidentielle qui aura lieu dans le pays le 26 juin prochain.

L'opposition burundaise, estimant qu'une troisième candidature du Président sortant est anticonstitutionnelle, a appelé à manifester contre cette nomination, provoquant une vague de violence et de répression de la part des autorités contre les manifestants.

Selon la presse, dans ce contexte de crise politique, un général de l'armée burundaise a annoncé mercredi 13 mai la destitution du Président Nkurunziza, ce que la Présidence a immédiatement démenti. Au moment de cette tentative manquée de coup d'Etat, M. Nkurunziza se trouvait en Tanzanie, pour un sommet extraordinaire de chefs d'Etat d'Afrique de l'Est.

Dans un communiqué de presse rendu public vendredi soir au siège de l'ONU à New York, le Conseil a appelé les parties à faire preuve de retenue, à ne pas recourir à la violence et à s'abstenir de représailles afin de résoudre la crise actuelle de manière pacifique, dans l'intérêt de la Nation.

Les membres du Conseil ont condamné les troubles violents au Burundi et ont appelé les autorités à gérer la crise dans le respect des libertés fondamentales et du droit à bénéficier d'un procès équitable.

Le Conseil des 15 membres a plaidé en faveur d'un retour rapide de l'état de droit dans le pays et du rétablissement du dialogue entre tous les Burundais afin de créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections « pacifiques, transparentes, inclusives et crédibles ».

Les membres du Conseil de sécurité ont réaffirmé leur plein appui aux efforts déployés par l'ONU, son Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs Said Djinnit, l'Union africaine, la Communauté d'Afrique de l'Est et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.

Le Conseil a par ailleurs exprimé son « intention de répondre aux actes de violence qui menacent la paix et la sécurité au Burundi ».

« Faites le choix du service » – Ban Ki-moon aux jeunes

diplômés de l'Université de Georgetown



17 mai - En visite dans la capitale des Etats-Unis, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a prononcé samedi un discours lors de la cérémonie de fin d'année de l'Université de Georgetown, dans lequel il a insisté sur le rôle des jeunes dans l'évolution du paysage mondial actuel et la nécessité de renforcer l'action collective pour façonner un monde plus sûr et plus durable.

« Faites le choix du service. Nombreux sont les chemins qui y mènent, dont celui que j'ai choisi : le service public. Il est important de retenir que l'Histoire ne mesure pas un individu en fonction de son compte en banque. Ce qui compte est de savoir combien on donne au monde en retour », a déclaré M. Ban lors de la cérémonie, durant laquelle il a reçu un diplôme honorifique de l'Université de Georgetown.

En 70 ans d'existence, l'ONU a contribué à mettre fin à des guerres et à réaliser des progrès dans des endroits du monde où il n'y avait plus aucune raison d'espérer, s'est félicité le Secrétaire général.

Cependant, M. Ban a précisé que le monde était toujours confronté à de nombreux défis, qu'il s'agisse des crises tragiques en Syrie, au Yémen et au Soudan du Sud, du nombre sans précédent de réfugiés sur la planète (50 millions au total), des inégalités croissantes ou de la montée de l'extrémisme.

« Vous avez atteint un moment charnière dans vos vies. Notre monde est aussi à la croisée des chemins », a-t-il dit.

« Parallèlement, il s'agit d'une occasion unique. Nous faisons face à notre meilleure chance de mettre fin à la pauvreté mondiale. Nous sommes confrontés à notre dernière chance de ralentir le réchauffement climatique », a précisé le Secrétaire général.

M. Ban a mis l'accent sur le fait que lorsque des individus se mettent au service d'autres individus, ils s'enrichissent personnellement. De la même façon, a-t-il ajouté, lorsque les pays servent la cause de l'intérêt mondial, ils servent leur propre sécurité par la même occasion.

« Lorsque je suis devenu Secrétaire général de l'ONU, j'ai été confronté à des problèmes d'ordre nouveau — y compris le respect des droits de l'homme pour toutes les personnes, indépendamment de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre », s'est remémoré le Secrétaire général.

Bien que certaines personnes eussent préféré que le chef de l'ONU n'aborde pas ces questions, il a estimé qu'il était de son devoir de parler publiquement, parce que des vies étaient en jeu.

« J'ai pris le parti des membres LGBT de la famille humaine — et aujourd'hui les partenaires de même sexe au sein des Nations Unies jouissent de droits égaux », a-t-il dit à la veille de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie.

M. Ban a par ailleurs insisté sur deux grands enjeux mondiaux qui vont mobiliser l'attention de l'Organisation durant l'année 2015, rappelant que la communauté internationale adoptera en septembre un nouveau programme de développement durable pour mettre fin à la pauvreté et parviendra en décembre à un accord ambitieux sur le changement climatique.

Afin qu'ils puissent jouer effacement un rôle dans l'évolution du paysage mondial, le Secrétaire général a donné aux jeunes diplômés de l'Université de Georgetown le conseil suivant : « Ecoutez — écoutez surtout les points de vues opposés. En tant que Secrétaire général, j'ai trop souvent vu des dirigeants faire la sourde oreille face à la voix et aux aspirations de leur peuple. On dirait qu'ils gouvernent avec un casque anti-bruit sur les oreilles ».

L'ONU salue la résilience de l'Union internationale des télécommunications, qui fête ses 150 ans



17 mai - A l'occasion de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a salué dimanche la résilience et la pertinence de l'Union internationale des télécommunications (UIT), la plus ancienne des agences du système onusien.

Créée le 17 mai 1865 lors de la signature de la première Convention télégraphique internationale entre 20 Etats européens à Paris, l'UIT se spécialise dans le domaine des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le 17 mai marque chaque année l'anniversaire de la signature de la Convention et de la création de l'agence, sous la forme de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information. Exceptionnellement pour cette édition 2015, la Journée a été célébrée à Genève, en Suisse, où se trouve également le siège de l'UIT, en l'honneur des 150 ans d'existence de l'agence.

« L'UIT se distingue par sa réputation mondiale de résilience et de pertinence. Je salue les nombreuses contributions de cette aînée du système des Nations Unies », a déclaré le Secrétaire général dans un message vidéo diffusé à cette occasion.

M. Ban a insisté dans son message sur le rôle moteur joué par les télécommunications et les TIC dans l'innovation.

« La révolution numérique transforme le monde. Nous communiquons plus facilement que jamais », s'est-il félicité.

« Mais plus que connectés, nous devons être unis », a ajouté le chef de l'ONU en référence au programme « ambitieux » en faveur du développement durable actuellement en cours d'élaboration à l'initiative de l'Organisation.

« Grâce aux technologies de l'information et des communications, nous pouvons parvenir à une vie de dignité pour tous », a poursuivi le Secrétaire général, soulignant notamment leur apport pour stimuler l'économie et protéger l'environnement.

« Cette année est une année charnière : le cent cinquantième anniversaire de l'UIT, le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et peut-être l'année où l'on commencera à transformer notre monde », a déclaré M. Ban, appelant à la communauté internationale à œuvrer de concert pour « mettre la force de la technologie au service de notre avenir commun ».

L'ONU s'inquiète auprès des dirigeants d'Asie du Sud-Est du sort des migrants bloqués en mer



17 mai - De plus en plus préoccupés par le sort des migrants et des réfugiés bloqués sur des bateaux en Asie du Sud-Est, deux hauts responsables des Nations Unies se sont entretenus avec les dirigeants de la région au cours des derniers jours pour tenter de trouver une issue à la crise.

Plusieurs milliers de personnes se trouveraient actuellement bloquées en mer d'Andaman et dans le détroit de Malacca sur des bateaux de passeurs, probablement abandonnés par leurs équipages dans un contexte de répression gouvernementale contre les trafiquants de

migrants en Asie du Sud-Est.

Au cours des derniers jours, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est entretenu de la situation avec les Premiers ministres de la Malaisie, Dato 'Sri Mohd Najib bin Tun Haji Abdul Razak, et de la Thaïlande, Prayuth Chan-ocha, a déclaré dimanche son porte-parole dans un communiqué de presse.

Le Vice-Secrétaire général de l'Organisation, Jan Eliasson, a quant à lui pris contact avec le Ministre des affaires étrangères du Bangladesh, Abul Hasan Mahmood Ali, et le Vice-Ministre aux affaires multilatérales de l'Indonésie, Hasan Kleib, a

précisé le porte-parole.

Dans leurs discussions avec les dirigeants de la région, les deux hauts responsables des Nations Unies ont réitéré la nécessité de protéger les vies des migrants et des réfugiés, en vertu des principes du droit international.

M. Ban et M. Eliasson ont par ailleurs insisté sur l'importance de « débarquer les migrants en temps opportun », tout en exhortant les dirigeants de la région à respecter « l'obligation de sauvetage en mer » et « l'interdiction de refoulement ».

En outre, le Secrétaire général et le Vice-Secrétaire général ont encouragé les dirigeants à participer à la réunion régionale qui devrait avoir lieu prochainement à Bangkok sur la situation des migrants.

Les deux hauts responsables de l'ONU ont émis le souhait que cette réunion donne lieu à « des résultats complets aux niveaux régional et international », et se sont dit prêts à soutenir tous les efforts entrepris pour remédier à la situation actuelle.